

taliste et de conquérir ainsi de larges couches désespérées pour les buts fascistes. C'est pourquoi le P.S. doit transformer la défensive anti-fasciste en offensive contre le capitalisme et rassembler les masses laborieuses sous son drapeau en prenant comme points de départ aussi bien leurs besoins économiques que la défense des libertés démocratiques, conquises de haute lutte par nos aînés.

2. Pour un Front populaire de combat

Le Front populaire actuel est un rassemblement des masses contre la menace fasciste. Les aspirations de ces masses ne peuvent être réalisées désormais que par des combats avec le grand capital et ne devraient avoir comme issue que la chute de la domination bourgeoise. Mais la politique actuelle de ses dirigeants freine les possibilités révolutionnaires.

Un gouvernement du Front populaire rencontrera dès qu'il essaiera de satisfaire même aux plus modestes aspirations des masses la plus farouche résistance extra-parlementaire des forces capitalistes. Il lui faudra alors ou bien trahir ces masses et capituler honteusement, ou bien se jeter — sous la pression des masses — dans un combat en direction du socialisme. Seul un gouvernement qui s'appuiera sur la volonté de masses organisées, résolues à la lutte et au moins partiellement équipées pour le combat pourra se transformer en gouvernement ouvrier et paysan et mener à son terme sa tâche révolutionnaire.

La tactique du Parti socialiste doit découler de ces considérations.

Il doit préparer les masses à l'action directe, à la lutte sous toutes ses formes (depuis les meetings et démonstrations de rue jusqu'à la grève générale en accord avec les syndicats). L'amoindrissement continu de l'importance du parlementarisme impose au parti le passage à l'action extra-parlementaire et la dénonciation des illusions électoralistes. Toute l'activité du Parti doit lui être dictée non par la légalité de son ennemi de classe, mais par la volonté des masses travailleuses et par les nécessités de la lutte révolutionnaire.

3. Pour une milice populaire et des comités de salut public

Des mots d'ordre concrets, adoptés à la situation et perceptibles par les masses en mouvement augmentent leur capacité offensive.

Ainsi, en présence des provocations fascistes qui se multiplient nous lançons le mot d'ordre de la MILICE OUVRIERE ET PAYSANNE ; ce mot d'ordre implique la création immé-

diante des organismes de défense active destinés à l'encadrement des masses. Le développement de la milice sera déterminé par le processus révolutionnaire et contribuera à la désagrégation du moral de l'ennemi fasciste.

D'autre part, dans chaque localité, dans chaque quartier, un COMITÉ de salut public (COMMUNE) doit se constituer à la faveur des luttes : les paysans seront appelés à contrôler eux-mêmes les prix de vente de leurs produits et les COMITÉS PAYSANS se prépareront à prendre en mains la gestion des minoteries et des grands domaines. Des COMITÉS POPULAIRES contrôleront les prix dans les villes ; d'autres, en accord avec les syndicats, contrôleront la fabrication et le transport des armements. Partout, les travailleurs constitueront, à côté du pouvoir officiel de la bourgeoisie, les éléments du POUVOIR POPULAIRE. Les délégués de tous les Comités populaires locaux se réuniront pour constituer les ETATS GÉNÉRAUX DES MASSES TRAVAILLEUSES.

En même temps, une propagande active et une pénétration méthodique s'exerceront parmi les forces coercitives de la bourgeoisie.

Une révolution ne s'improvise pas. Le Parti doit donc la préparer et envisager l'action révolutionnaire sous toutes ses formes et dans tous ses moyens.

4. Contre la guerre et l'union sacrée

Le prolétariat doit se dresser de toutes ses forces contre la guerre menaçante.

Les techniques modernes de guerre font de la prétendue « défense nationale » en régime capitaliste une expression vide de sens et une duperie sanglante.

En aucun cas le prolétariat ne saurait s'associer à une guerre menée par ses exploités.

Ni au nom de la « démocratie » contre le fascisme extérieur. On ne porte pas la liberté à un peuple à la pointe des baïonnettes et on ne lutte pas contre le fascisme d'autrui après avoir accepté dans son propre pays un régime équivalent (état de siège, censure, suppression de toutes les libertés, destruction physique et morale du peuple, etc.).

Ni au nom de la défense de l'U.R.S.S. car la seule défense efficace des conquêtes de la première Révolution prolétarienne victorieuse, c'est son extension vers la Révolution mondiale.

Ni, à plus forte raison, au nom de considérations diplomatiques quelconques.

Il ne peut faire confiance, pour l'empêcher, à un organisme international quelconque des états impérialistes (comme la S.D.N.). De même, il ne peut raisonnablement attendre que le capitalisme consente à se désarmer lui-même.